

**Avenant n° 2 du 28 mars 2024**

à l'accord du 25 septembre 2019  
relatif à la révision de l'annexe II de la convention collective

NOR : ASET2450402M

IDCC : 897

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**PRÉSANSE,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**SNPST ;**

**FSS CFDT ;**

**FFASS CFE-CGC ;**

**FEC FO ;**

**FSAS CGT,**

d'autre part,

ont convenu ce qui suit :

Les partenaires sociaux décident de modifier l'article 5.3 de l'accord portant révision de l'annexe II de la convention collective nationale, relatif au remboursement des frais des représentants des organisations syndicales à la CPPNI, tels que désignés dans les conditions fixées à l'article 3.1 de cet accord.

**Article 1<sup>er</sup> | Modification de l'article 5.3 de l'annexe II à la convention collective nationale des services de santé au travail interentreprises**

Les partenaires sociaux décident de revaloriser le remboursement des frais de repas dans la limite de 140 % du tarif Urssaf, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2024.

*(Voir page suivante.)*

Ils modifient donc l'article 5.3 comme suit :

« **Article 5.3 | Remboursement des frais**

Les frais des représentants des organisations syndicales désignés dans les conditions fixées à l'article 3.1 sont remboursés par le représentant des employeurs, au vu des justificatifs originaux, dans les conditions suivantes :

- frais de transport : quel que soit le mode de transport utilisé, le remboursement est effectué dans la limite du tarif SNCF 2<sup>e</sup> classe (ou celui de la RATP en région parisienne) pour le déplacement considéré ;
- frais d'hébergement : remboursement dans la limite de 180 % du tarif Urssaf ;
- frais de repas : remboursement dans la limite de 140 % du tarif Urssaf.

[...] »

**Article 2 | Entreprises de moins de 50 salariés**

Le présent avenant s'applique aux représentants des organisations syndicales à la CPPNI tels que désignés dans les conditions fixées à l'article 3.1 de l'annexe II de la convention collective nationale des services de santé au travail interentreprises et ne comporte donc pas de stipulation spécifique pour les services de moins de 50 salariés.

**Article 3 | Durée et entrée en vigueur**

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il est applicable à compter du 1<sup>er</sup> avril 2024.

**Article 4 | Révision et dénonciation**

Cet accord peut être révisé ou dénoncé dans les conditions légales et réglementaires.

**Article 5 | Dépôt et extension**

Le présent accord, établi en vertu des articles L. 2221-2 et suivants du code du travail, est fait en un nombre suffisant d'exemplaires originaux pour remise à chacune des organisations syndicales (signataires ou non) et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6, L. 2261-1 et D. 2231-2 du code du travail.

*Fait à Paris, le 28 mars 2024.*

(Suivent les signatures.)